

pris en compte si nous voulons pouvoir soutenir l'élan de la croissance. Des déséquilibres internes et externes causent des difficultés à chacun de nos pays. Par exemple, les déficits publics drainent fortement l'épargne. Le maintien de notre engagement envers des mesures destinées à réduire les déficits budgétaires ainsi que la poursuite de réformes structurelles dans les pays qui enregistrent un excédent donneront d'importants résultats.

Mon gouvernement sait très bien que de telles politiques comportent certains risques politiques. Pour notre part, nous sommes disposés à affronter ces risques, comme nous l'avons fait en négociant un accord de libre-échange avec les États-Unis, et nous poursuivrons activement notre programme économique axé sur la réduction du déficit, sur la privatisation et sur la réforme fiscale, y compris l'introduction d'une nouvelle taxe sur les produits et services. Notre détermination au plan de la politique économique nationale se manifeste aussi au plan international - surtout dans le contexte du Cycle d'Uruguay. Jim Baker disait l'autre jour à Djakarta que c'est là notre plus gros défi international de l'année. Il avait absolument raison.

J'ai été étonné de lire, dans le document sur les perspectives, que les deux tiers de toutes les exportations originaires de la zone PECC ont trouvé des marchés dans cette même zone, et que jusqu'à quatre-vingt pour cent des investissements étrangers directs réalisés dans la région proviennent d'autres économies de la zone PECC.

Ce sont des chiffres comme ceux-ci qui soulignent le mieux la nécessité de vastes discussions aux plans de la macro-économie et de la politique. C'est pourquoi j'aimerais répéter ma proposition de la semaine dernière à Tokyo, à savoir que l'APEC envisage l'établissement d'un Groupe consultatif d'experts des politiques économiques qui examinerait les problèmes d'ajustement et de croissance et qui préparerait des recommandations que nous pourrions examiner à nos futures réunions ministérielles.

De tels examens des politiques, conjugués à une coopération permanente entre le Groupe de la PECC sur les perspectives et l'APEC aux fins de la préparation de projections économiques pour la région, amélioreraient grandement notre compréhension de la dynamique de l'économie de la région du Pacifique ainsi que notre capacité de gérer les forces économiques.

J'attends beaucoup de nos discussions de cette semaine.